



PREFET DE L'AUDE

ARRETE PREFECTORAL D'ENREGISTREMENT n° DREAL/UID1166-2018-054

**Encadrant l'exploitation d'une installation de transit de copeaux de pneu broyé ou « broyat de pneu »
et de Déchet Solide Broyé (DSB)
Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM)
sur le port de commerce de PORT-LA-NOUVELLE**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU l'Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée en date du 15/12/2017 et complétée le 17/05/2018 par la société Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM) située sur le port de commerce de PORT-LA-NOUVELLE ayant pour l'objet la régularisation d'une installation de transit de copeaux de pneu broyé ou « broyat de pneu » et de Déchet Solide Broyé (DSB) ;

VU le dossier technique annexé à la demande ;

VU l'arrêté préfectoral du 03/08/2018 relatif à l'ouverture d'une enquête publique portant sur la demande de régularisation d'une installation de transit de copeaux de pneu broyé ou « broyat de pneu » et de Déchet Solide Broyé (DSB) située sur le port de commerce de PORT-LA-NOUVELLE et exploitée par la société Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM) ;

VU les observations du public ;

VU l'avis de la part du conseil municipal de la commune de Port-la-Nouvelle ;

VU le rapport du 08 novembre 2018 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que pendant l'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposées par la société Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM) le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 a modifié la rubrique 2714 de la nomenclature est fait basculer l'installation de transit de copeaux de pneu broyé ou « broyat de pneu » et de Déchet Solide Broyé (DSB) située sur le port de commerce de PORT-LA-NOUVELLE du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que la demande a continué à être instruite suivant la procédure prévue pour les demandes d'autorisation environnementale conformément aux dispositions prévues par l'article R.512-46-30 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales relatif à la rubrique 2714 en vigueur au moment du dépôt de la demande ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant d'une installation classées doit respecter les prescriptions qui lui sont applicables et doit pouvoir le justifier à l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les circonstances locales, à savoir l'implantation de l'aire de transit au sein du port de commerce de Port-la-Nouvelle, nécessitent l'adaptation des prescriptions particulières relatives à l'implantation de la zone de transit par rapport aux limites de l'installation et à l'appréciation des rejets d'eaux et des niveaux de bruits générés ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté d'enregistrement réglementant l'exploitation de son activité ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Aude;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM) dont le siège social est situé 222 Avenue de la Mer, 11 210 PORT-LA-NOUVELLE, faisant l'objet de la demande susvisée, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le Port de commerce, Dars de commerce de PORT-LA-NOUVELLE. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1.000 m ³	Plate-forme dédiée au transit de 3360 m ² pour une capacité nominale de transit de : - 6.500 m ³ de pneumatiques broyés Ou - 4.200 m ³ de Déchet Solide Broyé (DSB)	E

L'installation concerne le transit de broyat de pneumatiques usagés et de DSB (Déchet Solide Broyé), au sein de la zone industrialo-portuaire de Port-la-Nouvelle, sur une des plateformes extérieures imperméabilisée.

Pour les broyats de pneumatiques, l'activité comporte les étapes suivantes :

- réception par camion des broyats de pneumatiques ;
- stockage temporaire le temps de la nomination d'un navire transporteur ;
- chargement du navire par une grue portuaire pour transport maritime.

Pour le DSB, l'activité comporte les étapes suivantes :

- réception par bateaux des balles de DSB ;
- déchargement et stockage temporaire sur la plateforme imperméabilisée extérieure ;
- évacuation des balles de DSB par camion.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La localisation de la plate-forme de transit est repérée sur le plan annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés ministériels applicables et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et aménagées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. COMPLÉMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Afin de justifier du respect de l'ensemble des prescriptions du présent arrêté, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles suivants.

ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 06/06/18 SUSVISÉ

Au 2ème Alinéa de l'article 5 de l'AMPG du 06/06/18 susvisé, imposant une distance au moins égale à 20 mètres entre les limites des aires d'entreposage et l'enceinte de l'établissement, le terme "enceinte de l'établissement" et remplacé par "enceinte du port de commerce de Port-la-Nouvelle".

Le chapitre III "Émission dans l'eau" de l'AMPG du 06/06/18 susvisé, excepté l'article 14, n'est pas applicable à l'installation, la collecte et le traitement des effluents provenant de l'aire de transit étant gérés au niveau du port de commerce de Port-la-Nouvelle.

Au 2ème Alinéa de l'article 25 de l'AMPG du 06/06/18 susvisé, fixant un niveau de bruit en limite de propriété de l'installation de 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite, le terme "limite de propriété de l'installation" et remplacé par "limite du port de commerce de Port-la-Nouvelle".

ARTICLE 2.1.2. CONFORMITÉ DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées le respect des prescriptions qui lui sont applicables. Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des différentes dispositions fixées par les arrêtés ministériels listés ci-dessus et du présent arrêté, est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits de vérification doivent être corrigés sans délai.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Le premier audit de vérification doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant dans un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception. En cas d'écart à la réglementation, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.

ARTICLE 2.1.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

La hauteur des stockages de broyats de pneus ou des Déchets Solides Broyés (DSB) est limitée à 5 m.

Les stocks sont organisés en îlots de 1500 m² de surface maximum séparés d'une allée permettant le passage d'un chargeur.

A l'issue des opérations de chargement d'un navire, la plateforme et toutes les surfaces ayant servi au transit de broyat de pneu font l'objet d'un nettoyage aussi complet que nécessaire afin de récupérer les fractions de pneumatiques répandues lors de l'opération de chargement.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

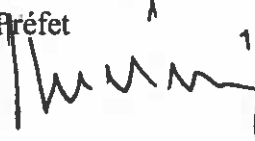
Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.3. EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'AUDE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Port-la-Nouvelle, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la mairie de Port la Nouvelle et à la Société Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM) située 222 avenue de la Mer – 11210 PORT LA NOUVELLE.

Carcassonne, le 19 NOV. 2018

le Préfet



Alain THIRION

Annexe : plan de situation

